COMBAT OUVRIER

SUPPLEMENT AU MENSUEL

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire
en Martinique et en Guadeloupe

Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe

Pour la reconstruction de la IV^e Internationale

MERCREDI 17 MAI 1978

BI-HEBDOMADAIRE TROTSKYSTE - PARAÎT MERCREDI ET SAMEDI - PRIX :

EDITORIAL

PAUL DIJOUÉ : DÉCLARATIONS DOUCEREUSES MAIS UN TON MENAÇANT

Paul Dijoué est en visite dans les DOM. Son séjour a débuté par la Guadeloupe où il est arrivé le 15 mai. Le mercredi 17, il sera à Fort-de-France.

Retrouvant les accents de ses prédécesseurs, il avait presque des tremolos dans la voix en déclarant que depuis qu'il avait été nommé secrétaire d'état aux DOM-TOM, il y a quelques semaines, il avait appris à aimer les peuples de ces pays. Il força même un peu la dose et précisa d'un ton grave qu'il avait le souci de défendre les intérêts des Antillais, d'être au service des plus pauvres, des plus cshérités, des chômeurs, jeunes... "qui mettent tous leurs espoirs en la France." Sic.

Mais ces déclarations grimaçantes d'hypocrisie ne doivent surprendre personne. Car depuis longtemps déjà nous savons que ce sont les mêmes hommes qui sont responsables du chômage, des bas salaires, des hausses infernales des prix, et qui viennent périodiquement nous dire qu'ils se préoccupent de nos intérêts.

Non, ces paroles doucereuses ne trompent personne. Car les ministres, les secrétaires d'état passent et la majorité de la population laborieuse voit sa situation s'aggraver.

En définitive, le seul moment où la déclaration de Paul Dijoué avait un accent de sincérité, c'est lorsqu'il a dit son intention d'affirmer l'autorité de l'état.

Bien sûr, il s'adressait tout particulièrement aux fonctionnaires de l'état en faisant appel à leur sens civique, "leur abnégation, leur discipline, etc...", pour qu'ils acceptent le diktat du gouvernement concernant les congés administratifs. Ce faisant, il a essayé de présenter les avantages acquis des fonctionnaires comme étant des facteurs empêchant une évolution favorable des conditions de l'ensemble de la population.

Là non plus, de telles méthodes venant d'un représentant du gouvernement ne nous étonnent pas, car celui-ci a pour habitude de montrer du doigt les catégories un peu moins défavorisées pour mieux protéger les intérêts des

(suite en page 2)

ZAÏRE

Mobutu lance un nouvel appel à l'impérialisme

Un an après avoir fait appel aux puissances impérialistes pour protéger son pouvoir contre une "invasion" de gendarmes katangais, le général Mobutu, chef de l'Etat du Zaïre, lance un nouveau SOS.

En effet, depuis quelques jours, la province du Shaba est à nouveau envahie. Cette fois, les gendarmes katangais seraient dit-on appuyés par des troupes cubaines. Et tous les journalistes bien-pensants de déclarer que la France devrait à nouveau venir en aide à Mobutu, pour assurer la stabilité en Afrique. Pour garantir les intérêts impérialistes dans la région, devrait-on plutôt dire.

Car, il ne faut pas l'oublier, le Zaïre (ex-Congo belge) est l'un des états d'Afri-

que les plus riches par ses réserves de cuivre et d'autres métaux rares. Toutes richesses que l'impérialisme entend contrôler et piller à sa guise.

Bien entendu, les Etats-Unis, chef de file de l'impérialisme mondial n'interviendront pas directement dans le conflit. Ils le feront par le Maroc ou la France interposés.

A moins que cette fois-ci, l'impérialisme n'estime pas nécessaire de soutenir le régime de Mobutu, par trop honni par la population, et préfère attendre de voir ce que feront les "gendarmes katangais". De toutes façons, il sera toujours temps d'intervenir et négocier avec ceux qui remportent la victoire.

Guadeloupe

COFRIGO : La direction a reculé

Après 27 jours de grève, du 14 avril au 10 mai, les travailleurs de COFRIGO ont contraint la direction à céder sur certaines de leurs revendications.

- Les chauffeurs ont obtenu une augmentation de salaire de 5F par jour, ce qui leur fera un salaire journalier de 65F.

- Le personnel du tri et de la fabrication aura 0,50F à 0,60F de plus par heure.

- D'autre part, la direction s'est engagée à garantir 96 heures de travail au personnel du tri, ce qui l'oblige à respecter les 8 heures de travail par jour durant neuf mois de l'année (les trois autres mois étant une inter-saison, un peu creuse).

- La direction s'est engagée à aménager des vestiaires, des W.C. ainsi que le local syndical.

Toutefois la direction n'a pas cédé sur la prime d'ancienneté et de transport.

Bien sûr, la victoire n'est pas totale. Mais les travailleurs de COFRIGO ont quand même fait céder de Jaham. Car il ne faut pas oublier qu'au début du mouvement ce dernier avait refusé catégoriquement de négocier. De plus il a tout essayé : intimidation par lettre en menaçant tout un chacun d'être mis à pied

si le travail ne reprenait pas, utilisation de briseurs de grève pour débloquer l'entrée de l'établissement.

C'est donc la tête haute que les travailleurs de COFRIGO ont repris le mercredi 10. Cependant, ils ne doivent pas se démobiliser.

Car de Jaham cherchera à se venger après ce camouflet. Par exemple en s'en prenant aux plus combattifs, ou tout simplement en ne respectant pas les accords signés.

C'est dire qu'à COFRIGO, les travailleurs doivent rester sur leurs gardes.

ACHETEZ, LISEZ COMBAT OUVRIER (MENSUEL)

J. BIBRAC

Directeur de publication : M. F. 7070P
Commission Paritaire : N° 51728
Correspondant du Journal : G. BEAUJOUR
B. P. 214 P.A.P.
B. P. 386 F.D.F.
Ronéo du Journal : Pointe-à-Pitre

8^{ème} supplément au mensuel N° 86

Le concours de recrutement au nouveau centre hospitalier de Pointe-à-Pitre : 15 pour des milliers

La semaine dernière a eu lieu au nouveau centre hospitalier de Pointe-à-Pitre, un concours pour le recrutement de 15 agents de bureau.

Le grand nombre de demandes de candidatures à ce concours suffit pour condamner irrémédiablement la politique de l'emploi du colonialisme français en Guadeloupe.

Des milliers de personnes firent acte de candidature, de sorte que l'administration de l'hôpital a été obligée de faire une pré-sélection, en éliminant une grande partie des dossiers sous un prétexte ou un autre. C'était sa façon à elle de résoudre les problèmes.

Finalement, 1500 candidats ont subi les épreuves. C'est dire que sur 100 candidats un seulement aura la chance de travailler.

Voilà la réalité coloniale telle que nous la vivons en Guadeloupe.

Ici le droit au travail n'est réservé qu'à un tout petit nombre. Le chômage y est chronique et quand par voie de presse, un concours est annoncé, ce sont des milliers de candidats qui s'y précipitent. C'est ainsi que les salles d'examen deviennent de véritables champs de bataille pour des milliers de jeunes qui essaient d'arracher un emploi.

La mairie de Pointe à Pitre : un bel immeuble dans lequel la population est mal desservie

Pour avoir un extrait d'acte de naissance à la mairie de Pointe-à-Pitre, il faut se lever très tôt. A sept heures, il y a déjà une foule nombreuse qui se trouve devant l'un des bureaux où l'unique employé doit fournir les bons permettant d'obtenir les pièces désirées. De longues files d'attente s'entassent dans une salle très étroite. Le seul employé qui fournit les bons doit travailler de 7 heures à 9 heures, et a un nombre d'inscriptions limité à recevoir. Cela signifie que cette condition étant remplie les personnes au bout des files d'attente ne sont pas inscrites. De plus, elles n'ont aucune garantie d'être en tête de liste la fois suivante. Il arrive donc que de nombreuses personnes se déplacent pour rien. La plupart d'entre elles viennent des communes car les autres municipalités ne délivrent pas les actes de naissance à ceux qui sont

nés à Pointe-à-Pitre ou qui ont été déclarés dans cette ville.

Ainsi donc, après avoir fait un long déplacement, après avoir eu une autorisation pour quitter leur travail, après avoir attendu longtemps, certaines personnes se voient refuser le droit d'avoir la pièce qui leur est nécessaire.

C'est un véritable scandale ! La municipalité de Pointe-à-Pitre ne fait absolument rien pour améliorer cette situation.

Il suffirait pourtant d'augmenter le nombre d'employés. Seulement la municipalité de Pointe-à-Pitre ne semble guère s'en soucier.

00000000000000

FORT-DE-FRANCE

TINI - GRILL :

un petit patron

Le patron de Tini-Grill avait pris l'habitude de faire une vendeuse effectuer le travail de plongeuse 6 heures par soir et parfois plus.

Ceci pour un salaire misérable de 25 F par jour. Lorsque cette employée a décidé de réclamer une augmentation de salaire et son inscription à la Sécurité Sociale, le patron de Tini-Grill est entré dans une grande colère.

Il s'est mis à brutaliser l'employée et à lui tenir des propos racistes tels que : "c'est l'Afrique votre pays, retournez-y". Enfin ce monsieur n'a donné aucun salaire à l'employée, il lui a interdit l'accès du Tini-Grill.

Ce cas de patron voyou et raciste n'est pas isolé à la Martinique et les travailleurs se doivent de les mettre au pas.

LE 17 JUIN AURA LIEU

LE VÈME GALA DE COMBAT OUVRIER

RECLAMEZ VOS CARTES A NOS VENDEURS!

GUADELOUPE

Les petits planteurs ne doivent pas faire les frais du transfert de la banane

Les rumeurs circulent selon lesquelles de grandes étendues situées dans le Nord de la Basse-Terre et plantées jusqu'alors en canne seraient cultivées bientôt en bananes. S'ils en était ainsi les petits planteurs de la région montagneuse de Guadeloupe seraient à coup sûr menacés des pires difficultés et même de faillite pure et simple. C'est aussi toute cette partie de la Basse-Terre qui serait acculée à la misère et à plus long terme à un dépeuplement. Mais dans le système capitaliste où nous vivons l'organisation économique n'est pas faite en fonction des intérêts des travailleurs et des petites gens en général, seuls commandent les intérêts des grosses sociétés et des magnats capitalistes. S'ils ne veulent pas être acculés à la misère la plus grande, les petits planteurs de bananes de la région de Basse-Terre ont donc intérêt à se préparer dès maintenant au combat pour, sinon empêcher le transfert de la zone bananière, du moins obtenir la garantie des pouvoirs publics qu'ils seront protégés.

EDITORIAL

(Suite)

gros capitalistes actionnaires des usines à sucre, des entreprises ou des gros propriétaires fonciers.

Et nous savons que, au-delà des fonctionnaires, le ton menaçant de Paul Dijoud s'adressait aussi aux autres catégories de la population qui pourraient oser lever la tête contre la situation qu'elles subissent, et en particulier aux classes laborieuses si elles se mettaient dans la tête d'engager des luttes d'envergure et déterminées.

Alors, oui, le style a quelque peu changé. Paul Dijoud n'a pas la mèche folle, ni le genre "play-boy" de Olivier Stirn. Mais c'est bien évidemment le même gouvernement français colonial, au service des capitalistes, qu'il est venu représenter en Guadeloupe et en Martinique.

0 - 0 - 0 - 0 - 0 - 0

GUADELOUPE

LA GREVE DES FONCTIONNAIRES EST LARGEMENT SUIVIE

La grève des 16 et 17 mai organisée à l'appel du cartel des fonctionnaires comprenant : les syndicats de la FEN ; le SIPAG, le SNC, le Comité des Fonctionnaires CGTG, et le syndicat CGT des postes ; les fonctionnaires de l'UD-FO, et enfin ceux de la CFTC a été largement suivie.

Le mardi 16, on notait plus de 60 % de grévistes dans l'enseignement et dans les impôts et près de 100 % dans les P et T.

C'est dire que les fonctionnaires sont

fort mécontents et ont tenu à exprimer leur mécontentement lors du passage de Dijoud, l'actuel secrétaire d'Etat aux DOM-TOM. Au moment où nous écrivons, nous ne savons pas quelle sera l'ampleur que prendra la manifestation de Basse-Terre à laquelle appelle le cartel mercredi 17 mai, mais l'on peut d'ores et déjà dire que la protestation des fonctionnaires sera entendue du gouvernement, car les fonctionnaires ont choisi la seule voie qui puisse effectivement faire reculer le gouvernement : celle de la lutte.